

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 28 avril 2021

Objet n° 29 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Nona Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Axel Bernard, Taoufik Ben addi, Youssef Hammouti, Mme Leticia Sere, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 5 et 12 abstention(s).

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;

Vu le rapport du 20/04/2021 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport ;

DECIDE :

De modifier le règlement communal comme suit :

CHAPITRE I : Définitions et dispositions générales.

Article 1 : Définitions.

1. Un « marché » est une manifestation créée ou préalablement autorisée par la commune, rassemblant, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services.
2. Est considéré comme « marchand abonné » le commerçant ambulant titulaire d'un abonnement qui lui est accordé pour une durée d'un an renouvelable tacitement.
3. Est considéré comme « marchand occasionnel » le commerçant ambulant qui fréquente les marchés de manière occasionnelle et à qui est octroyé un emplacement au jour le jour en fonction des disponibilités du marché.
4. Est considéré comme « marchand démonstrateur » le commerçant ambulant dont l'activité consiste exclusivement dans la mise en vente de l'un ou l'autre produit ou service dont il vante la qualité et/ou explique le maniement au moyen d'arguments et/ou démonstrations visant à mieux le faire connaître au public et ainsi à en promouvoir la vente.

Article 2 : Organisation pratique des marchés.

1. Les marchés publics hebdomadaires sont réservés à la vente de produits et, accessoirement, de services se rapportant à ces produits, au sens de la loi du 25 juin 1993.

2. Le Collège des Bourgmestre et échevins, ci-après dénommé le Collège:

1. Arrête les lieux, jours et horaires des marchés
2. Arrête le plan des emplacements ;
3. Arrête le plan de ces différents marchés ;
4. Arrête les spécialisations éventuelles des emplacements ;
5. Arrête les spécifications techniques des emplacements ;
6. Peut limiter le nombre d'emplacements réservés à la vente de certains produits ;
7. Peut prévoir des zones destinées à accueillir des produits déterminés ;
8. Définit les catégories de produits acceptées sur les marchés ;
9. Arrête chaque trimestre la liste des abonnés par marché.

3. Le Collège se réserve le droit de supprimer ou de déplacer les passages indiqués sur ces plans, d'en ajouter d'autres et d'en modifier les dimensions.

4. Le Collège peut modifier la localisation des emplacements lorsque l'intérêt du marché le justifie. De même, il peut supprimer provisoirement des emplacements en fonction des nécessités impératives liées à l'intérêt public. Dans ce cas, la commune suspendra le paiement de l'abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt. A titre exemplatif mais non limitatif, ces nécessités pourront être :

1. l'exécution de travaux privés, publics – communaux et autres – et a fortiori ceux nécessitant une exécution imprévue et immédiate pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ou par ordre de police ;
2. toute exécution de mesures pour cause de force majeure.
3. L'exercice du culte.

Lors de l'exécution de chantiers et/ou de fêtes foraines, en fonction des espaces publics disponibles, le Collège peut déplacer tout ou partie d'un marché dans les environs immédiats de sa localisation habituelle. Lors de ce déplacement, les abonnés seront admis par ordre d'ancienneté de présence sur le marché concerné sans que les marchands excédentaires puissent prétendre à une autre indemnisation que la suspension du paiement de leur abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt.

5. L'exploitation des marchés peut être cédée à un ou des concessionnaires

Article 3 : Tenue des marchés.

1. La Commune organise les marchés suivants :

Le marché Riga du lundi matin,

Le marché Dailly/Chazal du mardi matin,

Le marché Chasseurs Ardennais du vendredi après-midi

Le marché Helmet du samedi matin (petite place d'Helmet)

2. Le marché n'a pas lieu si le jour prévu pour ce marché coïncide avec le 25 décembre ou le 1^{er} janvier.

3. Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un « marché » sur le territoire de la commune de Schaerbeek, si ce n'est aux endroits, jours et heures désignées par le collège des Bourgmestre et Echevins de Schaerbeek.

Chapitre II – Des emplacements sur les marchés publics

Sous-section 1 - Généralités

Article 4 : Répartition des emplacements

Les emplacements sont attribués :

1. soit par abonnement avec un maximum de 95% du nombre total d'emplacements sur le marché ;
2. soit au jour le jour (minimum 5% du nombre total d'emplacements sur le marché).

Article 5 : Bénéficiaires des emplacements sur les marchés.

1. L'attribution d'un emplacement sur un marché public est personnelle.

2. Les emplacements sur les marchés publics sont attribués :

1. soit aux personnes physiques, qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte et qui sont titulaires d'une « autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaire » ;
2. soit aux personnes morales qui exercent la même activité; les emplacements sont attribués à ces dernières par l'intermédiaire d'une personne physique assumant la responsabilité de la gestion quotidienne de la société, qui est titulaire de « l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaire ».

3. Les responsables des opérations de vente sans caractère commercial dans un but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir et qui ont un caractère occasionnel, peuvent solliciter l'attribution d'un emplacement sur l'un des marchés organisés par la commune. Ils doivent préalablement en avoir obtenu l'autorisation, conformément au prescrit de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes.

Art. 6 : Des personnes qui peuvent occuper les emplacements sur les marchés

Les emplacements attribués aux personnes désignées à l'article 5.2, peuvent être occupés :

1. par la personne physique, titulaire de l' " autorisation patronale " , à laquelle l'emplacement est attribué;
1. par le (ou les) responsable(s) de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire(s) de l' " autorisation patronale " ;
1. par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires de l' " autorisation patronale " pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte;
1. par le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire de l' " autorisation patronale " pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte;
1. par le démonstrateur, titulaire d'une " autorisation patronale " , auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué ainsi que par le démonstrateur titulaire de l' " autorisation de préposé A et B " exerçant l'activité pour compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué;
1. par les personnes titulaires de l' " autorisation de préposé A " ou de l' " autorisation de préposé B " , qui exercent l'activité ambulante pour le compte ou au service des personnes physiques ou morales visées aux 1^o à 4^o;

Les personnes énumérées à l'alinéa 1er, 2^o à 6^o peuvent occuper les emplacements attribués ou sous-loués à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'AR du 24 septembre 2006 peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Article 7 : Nombre d'emplacements par marché public.

De manière à maintenir la diversité de l'offre, un exploitant, personne physique ou personne morale, ne peut se voir attribuer qu'un seul emplacement par marché public.

Article 8 : Correspondance avec la Commune

Pour l'application du présent règlement, les courriers et notifications doivent impérativement être envoyés à l'adresse suivante :

Administration communale de Schaerbeek

Service du Commerce

Place Colignon - 1030 Schaerbeek

Ou par mail à l'adresse suivante : commerces@schaerbeek.be / handel@schaerbeek.be

Article 9 : Consultations des données.

Toute personne intéressée peut consulter, sur rendez-vous, au service du commerce

1. le plan ou le registre des emplacements, ainsi que les éventuels fichiers informatiques annexes ;
2. le registre de candidatures.

Sous-section 2 – Procédure d'attribution des emplacements au jour le jour

Article 10 : Attribution des emplacements au jour le jour

1. Les marchands occasionnels se verront attribuer les places disponibles, s'il y a lieu en fonction de leur spécialisation, par le biais d'un tirage au sort. A cet effet, ils respecteront scrupuleusement les injonctions des préposés communaux au placement.
1. Seul le titulaire de l'autorisation patronale est habilité à participer aux opérations de tirage au sort et d'attribution

d'emplacement. A cet effet, il doit présenter aux préposés sa carte d'identité, son autorisation patronale, ou le cas échéant sa carte d'ambulant.

1. Au vu des contraintes relatives à la fourniture d'électricité (tous les emplacements ne disposent pas d'électricité) et au vu de la présence d'emplacements ne pouvant accueillir des véhicules (en fonction de la structure urbanistique), l'administration communale de Schaerbeek ne peut garantir de place aux marchands commercialisant des denrées alimentaires périssables (fruits, poissons, poulets crus et rôtis, etc...).

Sous-section 3 – Procédure d'attribution des emplacements par abonnement

Article 11 : Avis de vacance d'un emplacement.

Lorsqu'un emplacement à attribuer par abonnement est vacant, la vacance est annoncée :

1. par l'insertion d'un avis sur le site internet de l'Administration communale de Schaerbeek : 1030.be
2. ou par la publication d'un avis sur les plateformes digitales officiellement utilisées par la Commune (type réseaux sociaux)

Cet avis mentionne le marché, la localisation de l'emplacement, son métrage, son prix, ses spécificités techniques, s'il y a lieu sa spécialisation, et le délai dans lequel la candidature doit être introduite.

Article 12 : Candidatures.

1. Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout moment. Les candidatures seront inscrites dans le registre visé à l'article 13 du présent règlement.

2. Pour être valables, les candidatures doivent respecter chacune des conditions suivantes :

1. être adressées soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception à l'une des adresses visées à l'article 8 du présent règlement.
1. comporter les renseignements et annexes suivants :
 1. le nom, le prénom, l'adresse et les coordonnées téléphoniques du demandeur (personne physique ou morale), ainsi que son éventuelle adresse électronique ;
 1. pour une personne physique : le numéro national, une copie de la carte d'identité (recto verso);
 1. pour une personne morale : une copie des statuts, à jour, de la société, de l'acte de fondation de la personne morale
 1. l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises (avec mention d'activité(s) ambulante(s));
 1. la mention du marché et/ou du jour du marché demandé ;
 1. la liste et le genre de produit(s) et/ou service(s) offert(s) en vente ou, le cas échéant, la mention « démonstrateur » ;
 1. le certificat de santé obligatoire et l'autorisation de l'A.F.S.C.A. en cas de vente de produits alimentaires;
 1. l'immatriculation du camion magasin et/ou la remorque en cas de vente de poissons, viandes, et dérivés;
 1. la preuve que le véhicule utilisé respecte les normes en vigueur au sein des zones de basses émissions.
 1. le type de matériel utilisé (échope, parasols, camion magasin, remorque, ...) et les dimensions de ce dernier;
 1. le certificat de conformité pour les utilisateurs d'installations électriques et/ou au gaz;
 1. si l'activité est saisonnière : la mention de la période d'activité désirée;
 1. le métrage souhaité;
 1. une photo récente de l'étal;
 1. une copie de l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaire (carte électronique) délivrée au demandeur.

Article 13 : Registre des candidatures.

Toutes les candidatures sont inscrites dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Les candidats devront confirmer leur candidature au service du commerce par courrier ordinaire ou/et électronique afin de demeurer dans ledit registre au début de chaque année civile et dans tous les cas avant le 1^{er} février. Cette confirmation devra être introduite de la même manière que l'introduction de la candidature.

A défaut de confirmation dans le délai fixé, la candidature deviendra caduque.

Article 14 : Attribution

1. Tout emplacement vacant sur l'un des marchés publics organisés par l'administration communale de Schaerbeek est attribué à un commerçant ambulant qui ne se trouve pas dans une situation d'exclusion des marchés selon l'ordre de priorité suivant :

1. aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements de chaque marché ;
1. au marchand ambulant, déjà titulaire d'un emplacement sur ce marché, qui souhaite un changement d'emplacement;
2. au marchand ambulant qui sollicite un emplacement suite à la suppression ou la modification de celui qu'il occupait sur un marché de la commune ou au marchand ambulant auquel l'administration communale de Schaerbeek a notifié le préavis visé à l'article 21 sur ce marché, sans préjudice de l'application de l'article 7;
3. au commerçant ambulant ayant introduit une demande d'abonnement, intitulé candidat externe
4. marchand ambulant voisin contigu qui souhaite une extension d'emplacement

2. Au sein de chaque catégorie, les candidatures sont ensuite classées, s'il y a lieu, en fonction de l'emplacement et de la spécialisation sollicitée ;

3. Les candidatures sont enfin classées par ordre chronologique, selon le cas, de remise de la main à la main de la lettre de candidature, de son dépôt à la poste ou de sa réception sur support durable (e-mail).

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, et le cas échéant, à la même spécialisation, sont introduites simultanément, l'ordre d'attribution est déterminé comme suit :

- sauf pour la catégorie des candidats externes, la priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la commune; à défaut de pouvoir établir la comparaison des anciennetés, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

Article 15 : Mises à jour des données.

Avant d'occuper l'emplacement qui lui est dévolu par abonnement, le commerçant ambulant est tenu de fournir au service du Commerce :

1. une mise à jour des données en possession du service depuis son dépôt de candidature;
2. en cas de vente de produits alimentaires: l'autorisation, en cours de validité, délivrée par l'A.F.S.C.A., ainsi que le certificat de santé obligatoire;
3. la copie des autorisations de préposé « A » et des documents d'identité de ses préposés qui exerceront leurs activités sur l'emplacement ;
4. La preuve de paiement pour le trimestre en cours.

Par la suite, il est tenu d'assurer de manière permanente la mise à jour de l'ensemble de ces données.

Article 16 : Durée de l'abonnement.

L'abonnement est accordé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement pour autant que le titulaire de l'abonnement respecte les modalités de paiement définies à l'article 24, et sans préjudice de la possibilité pour son titulaire de le suspendre ou d'y renoncer conformément au présent règlement.

Article 17 : Suspension de l'abonnement par son titulaire.

1. L'abonné peut solliciter la suspension de son abonnement lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité pour une période prévisible d'au moins trente jours, soit pour maladie ou accident, attesté par un certificat médical, soit pour cas de force majeure dûment démontré. La suspension ne prend effet que le jour où le service du Commerce est informé de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise d'activités.
2. Les abonnements accordés pour l'exercice d'une activité ambulante saisonnière sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.
3. En cas d'épidémie ou de contamination dont la gravité a justifié des mesures des autorités administratives compétentes, les commerçants dont les produits vendus sont directement concernés, pourront solliciter la suspension de leur abonnement en respectant les mêmes modalités que celles prescrites pour les cas de maladie, accident et de force majeure.

Dans ces trois cas de figure, le Collège accorde la suspension du paiement de l'abonnement à concurrence du montant correspondant à la période d'arrêt.

Durant ces périodes de suspension, l'emplacement peut être attribué au jour le jour.

Les demandes de suspension de l'abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Article 18 : Renonciation à l'abonnement par son titulaire.

Le titulaire d'un abonnement peut renoncer à celui-ci :

1. à son échéance moyennant un préavis d'au moins trente jours,
2. à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis de trente jours ;
3. lorsque le commerçant se trouve dans l'incapacité définitive d'exercer son métier soit pour des raisons de maladie ou d'accident, attestée par certificat médical ; soit pour cas de force majeure, dûment démontré. Dans ces deux cas un préavis n'est pas nécessaire et la renonciation est immédiate.

Les ayants-droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer sans préavis à l'abonnement dont elle est titulaire.

Les demandes de renonciation à un abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Article 19 : Cession d'un emplacement.

La demande de cession d'un emplacement doit être adressée préalablement par courrier recommandé avec accusé de réception, ou par courrier remis de la main à la main contre accusé de réception ou par support durable (e-mail) contre accusé de réception et moyennant un préavis de trente jours.

La cession d'un emplacement sur un marché public est autorisée aux conditions cumulatives suivantes :

1. le titulaire de l'emplacement cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes. Le cédant ou ses ayants droits doit alors transmettre un document servant de preuve de la radiation de son activité ambulante auprès de la Banque carrefour des entreprises ;
2. le cessionnaire est titulaire de l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaires. La preuve de cette autorisation doit être transmise à la Commune ;
3. il poursuit la spécialisation du cédant sur l'emplacement du « cédé » ; à moins que le Collège n'autorise un changement de spécialisation;
4. les dispositions du présent règlement restent respectées;
5. le Collège a donné son accord préalable à la reprise de l'emplacement concerné.
6. l'entreprise du concessionnaire n'occupe pas plus d'un emplacement sur le marché

Par dérogation, la cession d'un emplacement est autorisée entre époux à leur séparation de fait ou de corps et de biens ou à leur divorce, ainsi qu'entre cohabitants légaux à la fin de leur cohabitation légale, pour autant que le cessionnaire soit titulaire de l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaires et poursuive la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, à moins que le Collège n'autorise un changement de spécialisation.

L'occupation de ou des emplacements cédés n'est autorisée au cessionnaire que :

1. Lorsque le cédant ou le cessionnaire a produit à la Commune un document attestant de leur séparation de fait ou de leur séparation de corps et de biens ou de leur divorce ou encore de la fin de leur cohabitation légale ;
1. Lorsque la commune ou le concessionnaire a constaté que le cessionnaire dispose de l'autorisation d'activité ambulantes pour exercer la (ou les) spécialisation(s) du cédant ou celle(s) autorisées par la Commune ;
1. Lorsque le cessionnaire n'occupe pas plus d'un emplacement sur le marché.

Le commerçant ambulant qui désire transférer son activité dans le cadre d'une société en informera au préalable le Collège, qui l'autorisera à continuer à occuper son emplacement seulement après vérification du respect des conditions imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes, et par le présent règlement.

Le Collège devra aussi être informé en cas de changement de raison sociale ou de forme juridique de la société ou lorsque le fonds de commerce de cette dernière passe dans le chef d'une personne physique.

En cas de cession irrégulière, l'abonnement sera sur-le-champ définitivement retiré à son titulaire sur décision du Collège.

Article 20 : Sous-location d'un emplacement.

Cette possibilité est réservée exclusivement aux démonstrateurs ou associations de démonstrateurs aux conditions fixées à l'article 36 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes. Ces démonstrateurs qui ont obtenu un abonnement pour un emplacement peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement. Cette sous-location peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association ouverte à tout démonstrateur sans discrimination.

Selon le cas, le démonstrateur ou l'association communique préalablement au Collège la liste des démonstrateurs auxquels le droit

d'usage d'un emplacement a été sous-loué.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

Article 21 : Suppression définitive d'emplacement.

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements.

En cas d'absolue nécessité telle que, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, l'exécution de travaux publics ou privés ne pouvant souffrir d'aucun retard lié à des motifs de salubrité et de sécurité publique, ce délai n'est pas d'application.

Cette disposition est applicable quel que soit le nombre d'emplacements concernés par cette suppression. Cette décision ne pourra donner droit à aucune indemnité quelconque au bénéfice de l'abonné.

Sous-section 4 – Suspension et retrait d'abonnement ou du droit de participation occasionnelle décidés par la Commune

Article 22 : Motifs (de suspension et de retrait).

Tout marchand peut voir son droit de participation au jour le jour, ou son abonnement aux marchés schaarbeekoïses suspendus ou retirés, avec effet immédiat, par le Collège dans les cas suivants :

- non-paiement ou paiement tardifs répétitifs de la redevance de l'emplacement ;
- faillite ;
- trouble de l'ordre public ou d'ébriété ;
- absence du marchand titulaire d'un abonnement durant 3 semaines consécutives sans en avertir l'administration communale au préalable ;
- pour les commerçants en denrées alimentaires, en cas de suspension ou de retrait de l'autorisation délivrée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire. Dans ce cas la suspension ou le retrait sont immédiats ;
- non-respect des dispositions légales en matière de protection des consommateurs ;
- refus de se conformer aux injonctions des services de Police, ou du service organisateur
- non-respect des dispositions du présent règlement.

Un premier constat fera l'objet d'un avertissement sauf si les personnes mentionnées à l'article 41 du présent règlement estiment que les faits reprochés sont de nature telle qu'ils impliquent directement un rapport au Collège.

Un deuxième constat fera l'objet d'un rapport au Collège.

Article 23 : Durée de la suspension

Le droit de participation occasionnelle ou l'abonnement du marchand seront suspendus pour une période déterminée par le Collège sur base des circonstances de fait.

Les marchands dont l'abonnement ou le droit de participation occasionnelle ont été retirés ne pourront prétendre à nouveau à un emplacement qu'après une période déterminée par le Collège sur base des circonstances de fait.

Un commerçant ambulant dont l'abonnement est suspendu pour l'une des causes visées à l'article 22 ne peut participer à l'un des marchés publics organisés par l'administration communale de Schaarbeek en qualité d'occasionnel pendant la durée de suspension de son abonnement.

Article 24 : Redevances

Les redevances déjà perçues ne pourront être recouvrées par le titulaire de l'abonnement qui aura été suspendu ou retiré pour l'une des causes visées à l'art. 22.

Article 25 : Modalités.

La décision de suspension ou de retrait de l'abonnement est prise par le Collège et est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise de courrier contre accusé de réception ou sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Par ailleurs, sauf autorisation préalable des autorités communales, tout marchand qui néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions légales et/ou au présent règlement pourra voir ses matériel, véhicule, étal et/ou marchandises enlevés à ses risques et périls et à ses frais par l'intervention des services de police.

Chapitre III : Organisation générale des marchés publics.

Article 26 : coordonnées des placiers communaux

Un numéro de téléphone qui permet de contacter le placier communal en charge du marché est affiché au verso de la fiche d'identification des marchands tel que visé à l'article 41.

Article 27 : Fixation et mode de paiement du prix des emplacements.

1. Le Conseil communal fixe le montant des redevances sur les marchés publics de l'administration communale de Schaarbeek.
2. Les titulaires d'un emplacement sur un des marchés sont tenus au paiement de la redevance conformément au règlement redevance y relatif.
3. Pour les abonnés, l'abonnement est renouvelable moyennant paiement de la redevance un mois avant la date d'échéance.

Article 28 : Horaires d'installation et de libération des emplacements

1. Abonnés

Pour les abonnés, l'accès des véhicules à l'aire des marchés, leur déchargement et le montage des échoppes ne pourront se faire que dans les deux heures précédant l'ouverture du marché, pour autant que la signalisation nécessaire ait été mise en place par les services de police, soit :

1. Pour la place des Chasseurs Ardennais : à 12h00
2. Pour les autres marchés : à 6h00

Le Collège pourra éventuellement, dans l'intérêt de l'organisation des marchés, imposer une heure d'arrivée différente à certains marchands.

Les abonnés sont tenus d'être opérationnels à l'heure d'ouverture des marchés ce qui emporte l'obligation d'avoir terminé les opérations de déchargement, du montage de l'échoppe, de l'installation de l'éventuel camion-magasin et d'avoir assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché.

Les abonnés bénéficient de la réservation de leur emplacement jusqu'à l'heure d'ouverture du marché. Au-delà, l'emplacement non occupé ou la partie d'emplacement non occupée sera, sous la direction du préposé communal au placement, attribué pour ce jour-là aux marchands occasionnels.

1. Occasionnels

Les marchands occasionnels doivent être présents à 7h45 pour les opérations de tirage au sort. Pour le marché "Place des Chasseurs ardennais", la présence est requise à 13h45.

Les marchands occasionnels sont tenus d'avoir terminé les opérations de déchargement et assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché:

a) sur la Place des Chasseurs ardennais: pour 14h30.

b) sur les autres marchés: pour 9h.

3. Libération des emplacements

Les lieux devront être libérés de toute occupation :

a) sur la Place des Chasseurs ardennais à 20h30

b) sur les autres marchés à 13h30.

Les marchands ne peuvent délaissé leur emplacement et quitter le marché pendant la durée de celui-ci que dans des cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées et, dans tous les cas, après accord du personnel défini à l'article 41 du présent règlement.

Article 29 : Profondeur des emplacements et matériel autorisé.

1. Sauf dérogations du Collège pour les vendeurs de plantes et fleurs et de fruits et légumes, les emplacements auront une profondeur maximale de 4 mètres.

2. Aucun article, aucune marchandise ne pourra être installé ou présenté à la vente en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Aucun matériel - panneau publicitaire, mange-debout, poids ou autres, etc. - ne pourra être installé en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Seuls les commerces proposant à la vente des produits de bouche sont autorisés à installer des mange-debout.

Article 30 : règles de tenue des marchés.

1. Obligation d'alignement des échoppes

1. Lors du placement de son échoppe, le titulaire de l'emplacement doit scrupuleusement veiller à ce qu'elle soit alignée avec les échoppes des autres titulaires d'emplacement à ses alentours.

2. Lors de son placement, la saillie de la toile du toit de la tente ou de l'auvent des véhicules de vente ne peut provoquer en aucun cas une gêne ou un danger ni pour le public ni pour les titulaires d'emplacement qui sont placés à côté ou devant son emplacement. Un passage minimal de 1,50 mètres doit être laissé libre sur les trottoirs bordant le marché pour permettre aux passants d'y circuler.

2. Obligation de respecter le métrage alloué à un emplacement

1. Lors de l'installation de son échoppe, le titulaire de l'emplacement doit impérativement disposer son matériel, son équipement et ses marchandises dans les limites du métrage alloué à l'emplacement.

2. En aucun cas, le passage pour le public ne peut être entravé par quelque dispositif que ce soit.

3. Suppression des sacs plastiques

L'utilisation de sacs plastiques est interdite, selon les modalités et le calendrier défini par la réglementation régionale.

4. Matériel utilisé

Le matériel utilisé par les bénéficiaires d'emplacement sur les marchés, tels que les tentes et parasols, doivent être maintenus en bon état.

5. Présentation des produits

Afin de garantir l'image qualitative des marchés, les produits qui y sont commercialisés devront être présentés de manière attractive. En d'autres termes, la vente d'articles présentés en vrac, pêle-mêle, de manière non ordonnée n'est pas admise. Les produits textiles devront être présentés, de préférence sur des tringles, ou être pliés de manière ordonnée.

Article 31 : Modification des lieux.

Si la disposition des lieux doit être modifiée, le titulaire devra adapter son échoppe en conséquence, déplacer son camion-magasin, ou s'installer au nouvel endroit qui lui sera désigné par les préposés communaux, sans qu'il puisse réclamer une indemnité.

Article 32 : Passages réservés aux véhicules de sécurité.

Lorsqu'il arrête le plan des marchés, le Collège prévoit des passages réservés aux véhicules de sécurité. Ces passages doivent être maintenus libres en permanence. En cas d'intervention des services de secours, les ambulants sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur libérer un passage immédiatement; ils ne peuvent se prévaloir d'un quelconque dommage. Ils doivent être implantés de telle sorte que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m. L'administration communale de Schaerbeek décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces normes.

Article 33 : Catégories de produits

Les spécialisations pouvant être commercialisées sur les marchés communaux sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés à consommation immédiate;
2. Produits de bouche sucrés à consommation immédiate;
3. Produits de bouche "Spécialités du monde": spécialités orientales, égyptiennes, grecques, etc...
4. Produits alimentaires: crèmerie, fromagerie et dérivés;
5. Produits alimentaires: boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
6. Produits alimentaires: poissonnerie et dérivés;
7. Produits alimentaires: volailles rôties et dérivés;
8. Produits alimentaires: épices, condiments, olives, fruits secs;
9. Produits alimentaires: boulangerie & pâtisserie :
10. Produits alimentaires: confiserie et biscuits;
11. Produits alimentaires: alimentation spécialisée (italienne,) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories 4 à 11;
12. Fruits et légumes;
13. Plantes et fleurs;
14. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants;
15. Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.)
16. Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs,

- parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
- 17. Accessoires et nourriture pour animaux;
- 18. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
- 19. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
- 20. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
- 21. Loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.);
- 22. Articles de décoration de la maison,
- 23. Articles pour fumeurs,
- 24. Articles de sport;
- 25. Articles de merchandising, produits dérivés;
- 26. Démonstration.

Le Collège peut, dans un souci d'harmonisation et de cohérence, modifier ces catégories de spécialisation.

Sans préjudice de l'article 501 bis du Code pénal et de l'article 13, 2° de la loi du 24 janvier 1977, et conformément aux articles VI.92 à VI.103 du Code de droit économique, il est défendu, entre autre, de vendre ou d'exposer pour la vente des comestibles gâtés, corrompus, falsifiés, contrefaits ou impropres à la consommation.

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de commercialiser des produits relevant de catégories différentes.

A titre transitoire, les commerçants qui ont été dûment autorisés à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie.

Article 34 : Changement d'articles.

Tout marchand ambulant, abonné ou occasionnel, doit se conformer strictement aux prescriptions de l'administration communale de Schaerbeek, notamment en ce qui concerne la limitation des articles qui peuvent être offerts à la vente et les conditions d'accès au marché. Celui qui souhaite changer la nature des articles qu'il offre à la vente doit en solliciter au préalable l'autorisation expresse au Collège. Tout marchand est tenu de conserver au moins six mois le type d'articles qu'il a choisi de commercialiser avant de solliciter un changement.

Article 35 : Installations.

1. De manière générale, tout marchand fréquentant un des marchés schaarbeekoïses se doit de respecter les normes anti-pollution en vigueur. Les marchands dont le véhicule ne peut circuler sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pourra se voir refuser l'accès au marché, sans être en mesure de demander d'autres compensation que la suspension du paiement de son abonnement, au prorata des jours non-prestés.
2. Tout abonné doit solliciter au préalable l'autorisation expresse pour l'installation d'un camion-magasin en lieu et place d'une échoppe au Collège. Par camion-magasin, il convient d'entendre le véhicule servant directement à la vente et spécialement agencé à cet effet. Ce véhicule devra être compris dans le périmètre attribué au marchand et respecter l'alignement des installations réservées à la vente. Le commerçant ne peut y accrocher que des bâches transparentes de manière à ne pas occulter les emplacements voisins. Le Collège appréciera souverainement la situation en tenant compte des répercussions éventuelles sur les autres commerces ainsi que sur la facilité de circulation, la sécurité publique et la configuration des lieux. Toute voie de circulation piétonne doit comporter un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale d'1m50 d'un seul tenant et d'une hauteur minimale de 2,20m.
3. Tout marchand ambulant, abonné ou occasionnel, doit veiller à ce que son installation se fasse dans le calme et à ne pas générer de nuisances sonores intempestives. De même, il doit veiller à ce que l'utilisation de son emplacement ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique.
4. Les marchands qui utilisent un câblage électrique placé au sol veilleront à ce que ce câblage ne soit pas une entrave au passage des piétons et des personnes à mobilité réduite.
5. Les barrières nadars qui servent à délimiter et sécuriser le marché ne peuvent en aucun cas être utilisées ou empruntées par les marchands sans autorisation.

Article 36 : Vente de boissons.

Seuls les commerçants ambulants exploitant un emplacement dédié à la vente de produits de bouche sont autorisés à débiter des boissons sur les marchés communaux, sous leur entière responsabilité.

Article 37 : Endommagement de la chaussée et des terre-pleins.

1. Il est interdit aux exposants d'endommager le revêtement de la chaussée ou des terre-pleins et des trottoirs notamment par l'implantation de piquets, clous, crampons ou autres objets de même nature, ou d'y faire de quelconques marques au sol.
2. Le matériel utilisé par les commerçants ambulants et occasionnels offrira toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.
3. Il est interdit aux marchands de porter atteinte aux parterres floraux, aux pelouses et aux fosses d'arbre notamment en y entreposant du matériel et/ou en y stationnant, même partiellement, remorques et/ou véhicules.

Article 38 : Propreté et nettoyage.

Il est strictement interdit aux marchands d'entreposer marchandises, caisses, le long des immeubles riverains du marché, ainsi que dans les fosses d'arbres.

Les installations destinées à la vente de produits à consommer sur place doivent comporter une poubelle pour les déchets, papiers et emballages dont le consommateur désire se débarrasser.

Les emplacements et leurs abords doivent être maintenus en parfait état de propreté. Tous les déchets, caissettes, cartonnages, débris, papiers et autres emballages jonchant le sol de l'emplacement et ses abords, devront être ramassés et évacués par le marchand avant qu'il ne quitte son emplacement.

Il est strictement interdit de déverser tout résidu alimentaire ou tout liquide tel que graisses, huiles, eaux usées et ce tant sur les trottoirs, que sur la chaussée, dans les avaloirs, dans les haies ou au pieds des arbres.

En cas de non-respect d'une des obligations visées aux alinéas précédents, et notamment lorsqu'un commerçant ambulant ou

occasionnel abandonnera son emplacement ou ses abords immédiats souillés ou couverts de déchets quelconques, les frais de remise en état des lieux seront facturés au commerçant en défaut et ce sans préjudice de l'application de toute autre disposition prévue soit par le présent règlement soit par une autre norme.

Article 39 : Hygiène.

Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation. Les commerçants respecteront les normes d'hygiène en vigueur et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse.

L'accès sera également interdit aux commerçants lorsqu'ils sont atteints d'une des maladies visées à l'article 1 de l'arrêté royal du 3 février 2012 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, soumettant à l'examen médical toutes les personnes directement en contact, dans l'activité qu'elles exercent, avec des denrées ou substances alimentaires et pouvant souiller ou contaminer celles-ci.

L'agent communal, responsable pour les marchés communaux demandera, chaque année aux commerçants visés la production du protocole d'examen constatant l'absence de tuberculose dont question à l'article 2 de cet Arrêté Royal.

Si l'exploitation du marché est confiée à un concessionnaire, le Collège désignera l'(es) agent(s) communal(aux) chargé(s) de ce contrôle.

Le protocole d'examen doit être produit dans les quinze jours qui suivent la demande du fonctionnaire compétent. Passé ce délai, l'accès au marché sera refusé aux commerçants, tant que l'absence de tuberculose n'aura pas été prouvée à l'aide d'un protocole d'examen visé à cet article.

Article 40 : Loyauté de la vente.

Toutes les marchandises doivent obligatoirement porter indication des prix, soit à la pièce, soit au poids, soit à la mesure, avec mention de l'unité de mesure de référence; conformément aux dispositions reprises dans les articles VI.3 à VI.16 du Code de droit économique.

Il est défendu de mettre au fond des sacs, caisses, paniers, etc., dans le but de tromper les acheteurs, des comestibles d'une qualité inférieure à ceux qui se trouvent au-dessus de ces sacs, caisses, paniers, etc. exposés à la vue de la clientèle ; conformément aux articles VI.92 à VI.103 du Code de droit économique

Hormis les limites d'une publicité normalement admissible et variable selon la nature des produits mis en vente, les commerçants et leurs préposés ne peuvent attirer d'une manière exagérée l'attention du public. A cet effet, tout emploi de microphone ou installations sonores est interdit sauf ceux destinés aux démonstrateurs.

Article 41 : Identification.

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur un marché public doit s'identifier auprès des consommateurs et des agents communaux au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur son étal ou son véhicule.

Ce panneau comporte les mentions suivantes:

1. soit le nom et prénom de la personne qui exerce une activité en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée;
2. soit le nom et le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée;
3. la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale;
4. selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé;
5. le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère.

Article 42 : Installations de cuisson et installations électriques.

1. Installations de cuisson

Les appareils de cuisson ainsi que les conduits d'évacuation qui les desservent, doivent être disposés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés sur un socle ou une aire en matériau incombustible et mauvais conducteur de la chaleur, dans un endroit aisément accessible et bien ventilé; ils seront éloignés autant que possible des sorties. Les appareils de gaz doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. L'utilisation d'appareils de cuisson n'est autorisée que dans des installations spécialement équipées à cette fin.

Ces installations seront contrôlées par un organisme accrédité et compétent, selon la périodicité prescrite. Le certificat sera tenu à la disposition en cas de contrôle.

Un extincteur à poudre polyvalente d'1/2 unité d'extinction conforme aux normes en vigueur sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuses, rôtissoires, appareils à hot-dogs, à beignet, à croustillons, etc. Il sera placé de manière à être accessible en toutes circonstances. Il sera contrôlé par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance des extincteurs portatifs, et ce annuellement.

2. Installations électriques

Toutes les installations électriques utilisées par un marchand seront réalisées conformément aux lois et règlements relatifs à cette matière. Le marchand tiendra à disposition en cas de contrôle le rapport d'inspection du contrôle légal et obligatoire de ses installations.

Tous les appareils producteurs de force motrice et sources d'énergie, qu'ils soient simplement portables ou fixés sur un véhicule aménagé à cet effet, devront satisfaire aux prescriptions légales en vigueur de sorte que leur fonctionnement ne gêne personne et qu'il ne présente aucun danger d'incendie. Ils devront, en outre, être protégés convenablement afin d'éviter tout accident.

Les frais éventuels de raccordement et de consommation d'électricité seront à charge des commerçants ambulants et ce conformément au règlement redevance qui cible la matière.

Article 43 : Responsabilité - Assurances.

Le marchand ambulant assume l'entière responsabilité des accidents, survenus à lui-même, à ses préposés, à son personnel ainsi qu'aux tiers, sur le marché, du fait:

1. de l'occupation du marché par toute marchandise, toute installation, tout véhicule, tout matériel lui appartenant ou dont il

- à la disposition ;
2. de l'exploitation qui en est faite.

Le marchand ambulant est responsable envers l'administration communale de Schaerbeek des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux chaussées, terre-pleins, trottoirs, arbres, espaces verts, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché.

Les auteurs de toute dégradation de quelque nature sont susceptibles de poursuites légales. L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés communaux n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.

Le paiement de la redevance n'entraîne pas pour l'administration communale de Schaerbeek d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

Les marchands ambulants doivent souscrire les polices d'assurances nécessaires pour couvrir tous les risques découlant de l'occupation d'un emplacement sur le marché, et de l'exploitation qui en est faite.

Le titulaire de l'emplacement devra communiquer à l'administration communale de Schaerbeek une copie certifiée conforme de la police avant toute occupation des lieux; le fonctionnaire de l'administration communale de Schaerbeek pourra - à tout moment - exiger qu'une copie lui soit montrée.

Article 44 : Personnel communal sur les marchés.

Pour l'application du présent règlement, les titulaires d'un emplacement devront se conformer aux instructions données par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège.

Article 45 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur 5 jours après son annonce pour affichage

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 avril 2021.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 28 april 2021

Voorwerp nr 29 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Axel Bernard, Taoufik Ben addi, Youssef Hammouti, Mevr. Leticia Sere, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Reglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten - Modificatie #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 5 en 12 onthouding(en).

Gelet op de artikels 117 en 123 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet op het rapport van 20/04/2021 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat gevolg moet worden gegeven aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT

Om het gemeentereglement als volgt te wijzigen:

HOOFDSTUK I: Definities en algemene bepalingen

Artikel 1: Definities

1. Een 'markt' is een door de gemeente ingerichte of voorafgaand toegelaten manifestatie waar op vastgestelde plaatsen en tijdstippen personen samenkomen die er producten of diensten verkopen.
2. Wordt beschouwd als 'handelaar met abonnement': de ambulante handelaar die houder is van een abonnement dat hem is toegekend voor de duur van een jaar en stilzwijgend kan worden verlengd.
3. Wordt beschouwd als 'gelegenheidshandelaar': de ambulante handelaar die occasioneel op de markten staat en aan wie een losse standplaats wordt toegekend volgens de beschikbaarheid van de markt.
4. Wordt beschouwd als 'handelaar-standwerker': de ambulante handelaar van wie de activiteit uitsluitend bestaat uit de verkoop van producten of diensten waarvan hij de kwaliteit aanprijst en/of het gebruik uitlegt, door middel van argumenten en/of demonstraties gericht op een betere bekendheid bij het publiek om zodoende de verkoop ervan te promoten.

Artikel 2: Praktische organisatie van de markten

1. De openbare weekmarkten zijn uitsluitend bestemd voor de verkoop van producten en, bijkomstig, van diensten die op deze producten betrekking hebben, in de zin van de wet van 25 juni 1993.

2. Het College van Burgemeester en Schepenen, hierna het College genoemd:

1. stelt de plaatsen, dagen en tijdstippen van de markten vast;
2. stelt het plan van de standplaatsen vast;
3. stelt het plan van deze verschillende markten vast;
4. stelt de eventuele specialisaties van de standplaatsen vast;
5. stelt de technische specificaties van de standplaatsen vast;
6. kan het aantal standplaatsen dat uitsluitend is bestemd voor de verkoop van bepaalde producten beperken;
7. kan voorzien in zones die bestemd zijn voor bepaalde producten;
8. bepaalt de productcategorieën die op de markten worden aanvaard;
9. legt elk kwartaal de lijst van abonneerders van elke markt vast.

3. Het College behoudt zich het recht voor om de op deze plannen aangeduide doorgangen te schrappen of te verplaatsen, er andere aan toe te voegen of de afmetingen ervan te wijzigen.

4. Het College kan de ligging van de standplaatsen veranderen indien het belang van de markt dit rechtvaardigt. Het College kan ook tijdelijk standplaatsen schrappen om dringende redenen van algemeen belang. De gemeente schort dan de betaling van het abonnement op ten belope van het overeenkomstige bedrag voor de stopzettingperiode. Het gaat bijvoorbeeld, maar zonder beperking, om de volgende dringende redenen:

1. de uitvoering van private of openbare (gemeentelijke of andere) werken, en a fortiori werken die onverwacht en onmiddellijk moeten worden uitgevoerd met het oog op de openbare gezondheid en veiligheid of op politiebevel;
2. elke uitvoering van maatregelen wegens overmacht.
3. De uitoefening van de cultus.

Bij bouwplaatsen en/of kermissen kan het College volgens de beschikbare openbare ruimte de markt volledig of gedeeltelijk verplaatsen in de onmiddellijke omgeving van de gebruikelijke locatie. Bij die verplaatsing worden de abonneerders toegelaten in volgorde van het aantal jaren dat ze op de betrokken markt aanwezig zijn, zonder dat de overbodige handelaars

aanspraak kunnen maken op een andere vergoeding dan de opschorting van de betaling van hun abonnement ten belope van het overeenkomstige bedrag voor de stopzettingperiode.

5. De uitbating van de markten kan aan een of meer concessiehouders worden afgestaan.

Artikel 3: Organisatie van de markten

1. De Gemeente organiseert de volgende markten:

De markt Riga op maandagmorgen,

De markt Dailly/Chazal op dinsdagmorgen,

De markt Ardense Jagers op vrijdagmiddag

De markt Helmet op zaterdagmorgen (klein Helmetplein)

2. Er is geen markt als de marktdag valt op 25 december of 1 januari.

3. Het is verboden om op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek een 'markt' op te stellen, te organiseren of te houden, tenzij op de plaatsen, dagen en uren die door het college van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek bepaald zijn.

Hoofdstuk II - Standplaatsen op de openbare markten

Onderafdeling 1 - Algemeen

Artikel 4: Verdeling van de standplaatsen

De standplaatsen worden toegewezen:

1. ofwel per abonnement, met een maximum van 95% van het totale aantal standplaatsen op de markt;
2. ofwel van dag tot dag (minimaal 5% van het totale aantal standplaatsen op de markt).

Artikel 5: Rechthebbenden op de standplaatsen op de markten

1. De toewijzing van een standplaats op een openbare markt is persoonlijk.

2. De standplaatsen op de openbare markten worden toegewezen:

1. ofwel aan natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en houder zijn van een 'reglementaire machtiging als werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten';
2. ofwel aan rechtspersonen die dezelfde activiteit uitoefenen; de standplaatsen worden aan hen toegewezen via de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijkse bestuur van de vennootschap en houder is van de 'reglementaire machtiging als werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten'.

3. De verantwoordelijken voor occasionele verkoopacties zonder commercieel karakter, met een menslievend, sociaal, cultureel, educatief, sportief doel of met als doel de verdediging en promotie van de natuur, de dierenwereld, de ambacht of streekproducten, kunnen vragen om op een van de door de gemeente georganiseerde markten een standplaats toegewezen te krijgen. Zij moeten daar vooraf de toelating voor krijgen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

Artikel 6: Personen die de standplaatsen op de marktplaatsen kunnen innemen

De standplaatsen toegewezen aan de in artikel 5.2 aangewezen personen kunnen worden ingenomen:

1. door de natuurlijke persoon, houder van de 'machtiging als werkgever', aan wie de standplaats is toegewezen;
2. door de perso(o)n(en) die verantwoordelijk is (zijn) voor het dagelijkse bestuur van de rechtspersoon waaraan de standplaats is toegewezen, en die houder is (zijn) van de 'machtiging als werkgever';
3. door de feitelijke vennoten van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats is toegewezen, die houder zijn van de 'machtiging als werkgever' voor de uitoefening van de ambulante activiteit voor eigen rekening;
4. door de partner of wettelijk samenwonende van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats is toegewezen, die houder is van de 'machtiging als werkgever' voor de uitoefening van de ambulante activiteit voor eigen rekening;
5. door de standwerker, houder van een 'machtiging als werkgever', aan wie het tijdelijke gebruiksrecht van de standplaats is onderverhuurd, en door de standwerker die houder is van een 'machtiging als aangestelde A en B' en die de activiteit uitvoert voor rekening of in dienst van de persoon aan wie de standplaats is toegewezen of onderverhuurd;
6. door de personen die houder zijn van een 'machtiging als aangestelde A' of een 'machtiging als aangestelde B' en die de ambulante activiteit uitoefenen voor rekening of in dienst van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in 1° tot 4°;

De in het eerste lid, 2° tot 6°, opgesomde personen mogen de standplaatsen die zijn toegewezen of onderverhuurd aan de natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wiens rekening of dienst zij de activiteit uitoefenen, innemen zonder de aanwezigheid van de persoon aan wie of via wie de standplaats is toegewezen of onderverhuurd.

De personen die niet-commerciële verkopen verrichten in het kader van de transacties beoogd in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006, mogen de standplaats innemen die is toegewezen aan de persoon die verantwoordelijk is voor de transactie.

In voorkomend geval mogen zij de standplaats innemen zonder dat deze verantwoordelijke persoon aanwezig is.

Artikel 7: Aantal standplaatsen per openbare markt

Om de diversiteit van het aanbod te waarborgen kan een ondernemer, natuurlijke persoon of rechtspersoon slechts één standplaats per openbare markt toegewezen krijgen.

Artikel 8: Correspondentie met de Gemeente

Voor de toepassing van dit reglement moeten de brieven en kennisgevingen worden verzonden naar het volgende adres:

Gemeentebestuur Schaarbeek

Dienst Handel

Colignonplein - 1030 Schaarbeek

Of per e-mail naar het volgende adres: commerces@schaerbeek.be / handel@schaerbeek.be

Artikel 9: Raadpleging van gegevens

Elke geïnteresseerde persoon kan na afspraak bij de dienst Handel

1. het plan of het register van de standplaatsen en de eventuele bijgaande informaticabestanden raadplegen;
2. het register van de kandidaturen raadplegen.

Onderafdeling 2 - Procedure voor de toewijzing van de losse standplaatsen

Artikel 10: Toewijzing van de losse standplaatsen

1. Gelegenheidshandelaars krijgen de beschikbare plaatsen toegewezen bij loting en eventueel volgens hun specialisatie. Daartoe volgen ze nauwgezet de aanwijzingen van het gemeentepersoneel dat de standplaatsen toewijst.

2. Alleen de houder van de machtiging als werkgever mag deelnemen aan de loting en de toewijzing van de standplaats. Daarvoor moet hij de gemeenteambtenaren zijn identiteitskaart, zijn machtiging als werkgever of eventueel zijn kaart van ambulante handelaar voorleggen.
1. Rekening houdend met de beperkte elektriciteitstoevoer (niet alle standplaatsen beschikken over elektriciteit) en de aanwezigheid van standplaatsen waarop geen voertuigen kunnen staan (afhankelijk van de stedenbouwkundige structuur) kan het gemeentebestuur van Schaarbeek de handelaars die bederfelijke voedingswaren (fruit, vis, rauwe of gebraden kip, ...) verkopen, geen standplaats garanderen.

Onderafdeling 3 - Procedure voor de toewijzing van de standplaatsen per abonnement

Artikel 11: Melding vacature van standplaats

Wanneer een per abonnement toe te wijzen standplaats vrijkomt, wordt de vacature bekendgemaakt:

1. via een melding van vacature op de website van het gemeentebestuur van Schaarbeek: 1030.be
2. of via de publicatie van een melding op de digitale platforms die officieel door de gemeente worden gebruikt (zoals sociale netwerken)

In die melding staat de markt, de ligging van de standplaats, de afmetingen, de prijs, de technische bijzonderheden, eventueel de specialisatie ervan en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet worden ingediend.

Artikel 12: Kandidaturen

1. De kandidaturen kunnen worden ingediend na een kennisgeving van een vacature of op eender welk moment. De kandidaturen worden ingeschreven in het register zoals bedoeld in artikel 13 van dit reglement.

2. Om geldig te zijn, moeten de kandidaturen aan elk van deze voorwaarden voldoen:

1. ze worden via een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs gericht aan een van de adressen vermeld in artikel 8 van dit reglement;
2. ze bevatten de volgende inlichtingen en bijlagen:
 1. de naam, de voornaam, het adres, de telefoongegevens van de aanvrager (natuurlijke of rechtspersoon) en eventueel zijn e-mailadres;
 2. voor een natuurlijke persoon: het rijksregisternummer, een kopie van de identiteitskaart (voor- en achterkant);
 3. voor een rechtspersoon: een afschrift van de bijgewerkte statuten van de vennootschap, van de oprichtingsakte van de rechtspersoon;
 4. het integrale uittreksel met de gegevens van de onderneming afgeleverd door de Kruispuntbank van Ondernemingen (met vermelding van de ambulante activiteit(en));
 5. de vermelding van de gewenste markt en/of marktdag;
 6. de lijst en de aard van de te koop aangeboden producten en/of diensten of eventueel de vermelding 'standwerker';
 7. het verplichte gezondheidscertificaat en de vergunning van het FAVV voor de verkoop van voedingswaren;
 8. de inschrijving van de winkelvrachtwagen en/of de aanhangwagen bij de verkoop van vis, vlees en afgeleide producten;
 9. het bewijs dat het gebruikte voertuig voldoet aan de geldende normen binnen de lage-emissiezones;
 10. het gebruikte type materiaal (markt kraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen ...) en de afmetingen ervan;
 11. het gelijkvormigheidsattest voor elektriciteits- en/of gasinstallaties;
 12. indien de activiteit seizoensgebonden is: vermelding van de gewenste periode van activiteit;
 13. de gewenste oppervlakte;
 14. een recente foto van de markt kraam;
 15. een kopie van de reglementaire machtiging als werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten (elektronische kaart) afgeleverd aan de aanvrager.

Artikel 13: Register van de kandidaturen

Alle kandidaturen worden naargelang hun ontvangst bijgehouden in een register.

De kandidaten moeten hun kandidatuur in het begin van elk kalenderjaar en in elk geval vóór 1 februari per gewone brief en/of e-mail aan de dienst Handel bevestigen om in het register opgenomen te blijven. Die bevestiging moet op dezelfde wijze worden ingediend als de kandidatuur.

Bij niet-bevestiging binnen de gestelde termijn wordt de kandidatuur nietig.

Artikel 14: Toewijzing

1. Elke vrije standplaats op een van de openbare markten die het gemeentebestuur van Schaarbeek organiseert, wordt toegewezen aan een ambulante handelaar die zich niet in een toestand van uitsluiting van de markten bevindt, en wel in deze volgorde van prioriteit:

1. aan de standwerkers ten belope van 5% van het totale aantal standplaatsen van elke markt;
 1. aan de ambulante handelaar die al houder is van een standplaats op die markt en van standplaats wil veranderen;
 2. aan de ambulante handelaar die een standplaats vraagt als gevolg van de opheffing of wijziging van de standplaats die hij op een van de markten van de gemeente innam, of de ambulante handelaar aan wie het gemeentebestuur een opzegging op die markt heeft betekend volgens artikel 21, onverminderd de toepassing van artikel 7;
 3. aan de ambulante handelaar die een abonnement heeft aangevraagd, externe kandidaat genoemd;
 4. aan de aangrenzende ambulante handelaar die zijn standplaats wil uitbreiden.

2. Vervolgens worden de kandidaturen binnen elke categorie zo nodig geordend volgens standplaats en gevraagde specialisatie.

3. Ten slotte worden de kandidaturen in chronologische volgorde gerangschikt, naargelang het geval op grond van de overhandiging van de brief met de kandidatuur, de afgifte ervan bij de post of de ontvangst ervan op een duurzame drager (e-mail).

Wanneer twee of meer aanvragen uit dezelfde categorie en eventueel met dezelfde specialisatie tegelijkertijd zijn ingediend, wordt de volgorde van toewijzing als volgt bepaald:

- behalve voor de categorie van de externe kandidaten wordt voorrang gegeven aan de aanvrager met de grootste anciënniteit op de markten van de gemeente; wanneer de anciënniteit niet kan worden vergeleken, wordt de voorrang bepaald bij loting;
- voor de externe kandidaten wordt de voorrang bepaald bij loting.

Artikel 15: Bijwerking van gegevens

Vóór de inname van de standplaats die hem per abonnement is toegewezen, moet de ambulante handelaar de dienst Handel de volgende documenten bezorgen:

1. een bijwerking van de gegevens die sinds de indiening van zijn kandidatuur in het bezit zijn van de dienst;
2. bij verkoop van voedingsproducten: een geldige vergunning afgeleverd door het FAVV en het verplichte

- gezondheidscertificaat;
- 3. een kopie van de machtigingen als aangestelde 'A' en de identiteitsdocumenten van zijn aangestelden die hun activiteiten op de standplaats uitoefenen;
- 4. het betalingsbewijs voor het lopende kwartaal.

Daarna moet hij al die gegevens voortdurend up-to-date houden.

Artikel 16: Duur van het abonnement

Het abonnement wordt toegekend voor één jaar en kan stilzwijgend worden verlengd, voor zover de houder van het abonnement de in artikel 24 gedefinieerde betalingsmodaliteiten respecteert, onverminderd de mogelijkheid voor de houder om het abonnement op te schorten of er afstand van te doen overeenkomstig dit reglement.

Artikel 17: Opschorting van het abonnement door de houder

1. De abonneerhouder kan zijn abonnement opschorten voor een voorziene periode van ten minste dertig dagen wanneer hij ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen, ofwel door ziekte of ongeval gestaafd met een medisch attest, ofwel door overmacht die behoorlijk wordt aangetoond. De opschorting gaat pas in de dag waarop de dienst Handel op de hoogte wordt gebracht van de ongeschiktheid en houdt op ten laatste vijf dagen na de melding van de hervatting van de activiteiten.

2. De abonnementen die worden toegekend voor de uitoefening van een seizoensgebonden ambulante activiteit worden opgeschort voor de duur van de periode van niet-activiteit.

3. Bij een epidemie of besmetting die zo ernstig was dat de bevoegde administratieve overheden maatregelen moesten treffen, kunnen de handelaars voor wie er een rechtstreekse weerslag is op de producten die ze verkopen, vragen om hun abonnement op te schorten, met inachtneming van dezelfde voorwaarden als bij ziekte, ongeval of overmacht.

In deze drie gevallen stemt het College in met de opschorting van de betaling van het abonnement ten belope van het overeenkomstige bedrag voor de stopzettingperiode.

Gedurende de periodes van opschorting kan de standplaats toegewezen worden als losse plaats.

De aanvragen voor de opschorting van het abonnement worden betekend via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Artikel 18: Afstand van het abonnement door de houder

De houder van een abonnement kan er afstand van doen:

- 1. op de vervaldag van het abonnement met een opzegtermijn van ten minste dertig dagen;
- 2. bij stopzetting van zijn ambulante activiteiten, met een opzegtermijn van dertig dagen;
- 3. indien de handelaar definitief ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen, ofwel wegens ziekte of ongeval gestaafd met een medisch attest, ofwel door overmacht die behoorlijk wordt aangetoond. In beide gevallen is geen opzegtermijn nodig en wordt de afstand onmiddellijk van kracht.

De rechthebbenden van de natuurlijke persoon die zijn activiteit voor eigen rekening uitoefent, kunnen bij zijn overlijden, zonder opzegtermijn afstand doen van het abonnement waarvan hij de houder was.

De aanvragen voor de opschorting van een abonnement worden betekend via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Artikel 19: Overdracht van een standplaats

De aanvraag voor de overdracht van een standplaats moet vooraf worden betekend door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, de overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs en met een opzegtermijn van dertig dagen.

De overdracht van een standplaats op een openbare markt is toegestaan onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1. de houder van de standplaats zet zijn ambulante activiteiten als natuurlijke persoon stopt of overlijdt, of de rechtspersoon zet zijn ambulante activiteiten stop. De overlater of zijn rechthebbenden moeten dan een document overmaken dat het bewijs levert van de schrapping van de ambulante activiteit bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2. de overnemer is houder van de reglementaire machtiging van werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten. Het bewijs van deze machtiging moet worden overgemaakt aan de gemeente;
- 3. hij zet de specialisatie van de overlater op de 'overgedragen' standplaats voort; tenzij het College een verandering van specialisatie toelaat;
- 4. de bepalingen van dit reglement worden verder nageleefd;
- 5. het College heeft vooraf ingestemd met de overname van de betrokken standplaats;
- 6. de onderneming van de concessiehouder neemt niet meer dan één standplaats in op de markt

In afwijking daarvan wordt de overdracht van standplaatsen toegestaan tussen echtgenoten bij feitelijke scheiding, bij scheiding van tafel en bed of bij echtscheiding en tussen wettelijke samenwonenden bij stopzetting van hun wettelijke samenwoning, op voorwaarde dat de overnemer houder is van de machtiging als werkgever voor de uitoefening van reglementaire ambulante activiteiten en de specialisatie van de overlater voortzet op de overgedragen standplaats, tenzij het College een verandering van specialisatie toelaat.

De overnemer mag de overgedragen standplaats(en) slechts innemen:

- 1. Wanneer de overlater of de overnemer aan de gemeente een document heeft overgelegd dat het bewijs levert van de feitelijke scheiding, de scheiding van tafel en bed of de echtscheiding, of de stopzetting van wettelijke samenwoning;
- 2. Wanneer de gemeente of de concessiehouder heeft vastgesteld dat de overnemer houder is van de machtiging voor ambulante activiteiten voor de uitoefening van de specialisatie(s) van de overlater of die welke door de gemeente zijn toegelaten;
- 3. Wanneer de overnemer niet meer dan één standplaats inneemt op de markt.

De ambulante handelaar die zijn activiteit wil overdragen in het kader van een vennootschap, brengt het College daar vooraf van op de hoogte. Het College zal hem pas toestemming geven om zijn standplaats verder in te nemen na controle van de naleving van de opgelegde voorwaarden in het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten, en in onderhavig reglement.

Het College moet ook worden ingelicht bij een verandering van handelsnaam of rechtsvorm van de vennootschap of wanneer de handelszaak van die vennootschap aan een natuurlijke persoon wordt overgedragen.

Bij een onregelmatige overdracht wordt het abonnement onmiddellijk en definitief ingetrokken bij beslissing van het College.

Artikel 20: Onderverhuring van een standplaats

Die mogelijkheid is er alleen voor standwerkers of verenigingen van standwerkers en onder de voorwaarden zoals vastgelegd in artikel 36 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten. De standwerkers die een abonnement voor een standplaats hebben gekregen, kunnen hun tijdelijke gebruiksrecht op die standplaats onderverhuren aan andere standwerkers: ofwel rechtstreeks, ofwel via een vereniging die openstaat voor alle standwerkers zonder onderscheid.

Naargelang het geval deelt de standwerker of de vereniging de lijst van standwerkers aan wie het gebruiksrecht op een standplaats werd onderverhuurd vooraf mee aan het College.

De prijs voor de onderverhuring mag niet hoger zijn dan het deel van de abonnementsprijs voor de duur van de onderverhuring.

Artikel 21: Definitieve opheffing standplaats

Er wordt een opzegging van één jaar gegeven aan de houders van de standplaatsen bij definitieve opheffing van een markt of een deel van de standplaatsen.

Om dringende redenen zoals, maar zonder dat deze opsomming uitputtend is, de uitvoering van dringende openbare of private werken in het kader van de openbare gezondheid of veiligheid is die termijn niet van toepassing.

Deze bepaling is van toepassing ongeacht het aantal standplaatsen waarop deze opheffing betrekking heeft. Deze beslissing geeft de abonneerhouder geen recht op een vergoeding.

Onderafdeling 4 - Schorsing en intrekking van het abonnement of van het recht tot occasionele deelname op beslissing van de gemeente

Artikel 22: Redenen (voor schorsing en intrekking)

Het abonnement of de deelname van iedere handelaar op de Schaarbeekse markten kan in de volgende gevallen met onmiddellijke ingang worden geschorst of ingetrokken door het College:

- de niet-betaling of herhaaldelijke te late betalingen van de standplaatsvergoeding;
- een faillissement;
- het verstoren van de openbare orde of dronkenschap;
- afwezigheid van de abonneerhouder gedurende drie opeenvolgende weken zonder een voorafgaandelijke kennisgeving aan het gemeentebestuur;
- voor de handelaars in voedingswaren, bij een schorsing of intrekking van de vergunning afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. In dit geval wordt de schorsing of intrekking onmiddellijk van kracht;
- het niet respecteren van de wettelijke bepalingen betreffende de bescherming van de consumenten;
- het weigeren zich te schikken aan het uitdrukkelijke bevel van de politiediensten of de organiserende dienst
- het niet naleven van de bepalingen van dit reglement.

De eerste vaststelling leidt tot een waarschuwing, behalve wanneer de personen vermeld in artikel 41 van dit reglement vinden dat de ten laste gelegde feiten zodanig ernstig zijn dat ze een verslag aan het College tot gevolg hebben.

Een tweede vaststelling leidt tot een verslag aan het College.

Artikel 23: Duur van de schorsing

Het recht op occasionele deelname of het abonnement van de handelaar wordt geschorst voor een periode die door het College wordt vastgesteld op basis van de feitelijke omstandigheden.

Handelaars van wie het abonnement of het recht op occasionele deelname werd ingetrokken, kunnen pas na een door het College op basis van de feitelijke omstandigheden vastgestelde termijn opnieuw aanspraak maken op een standplaats.

Een ambulante handelaar van wie het abonnement is geschorst om een van de redenen vermeld in artikel 22, mag tijdens de duur van de schorsing van zijn abonnement niet als gelegenheidshandelaar deelnemen aan de openbare markten die het gemeentebestuur van Schaarbeek organiseert.

Artikel 24: Vergoedingen

Reeds geïnde vergoedingen kunnen niet worden teruggevorderd door de houder van een abonnement dat om een van de in artikel 22 genoemde redenen is geschorst of ingetrokken.

Artikel 25: Modaliteiten

De beslissing tot schorsing of intrekking van het abonnement wordt genomen door het College en wordt ter kennis gebracht via een bij de post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs.

Uitgezonderd bij een voorafgaandelijke toestemming door de gemeentelijke autoriteiten, kan iedere handelaar die nalaat of weigert zich te schikken naar de wettelijke voorschriften en/of het huidige reglement, zijn materiaal, zijn voertuig, zijn marktkraam en/of zijn handelswaren, op eigen risico en te zijner kosten, zien weghalen door tussenkomst van de politiediensten.

Hoofdstuk III: Algemene organisatie van de openbare markten

Artikel 26: contactgegevens van de gemeentelijke marktmeesters

Op de achterzijde van de in artikel 41 bedoelde identificatiefiche van de handelaars is een telefoonnummer vermeld waarmee contact kan worden opgenomen met de gemeentelijke marktmeester die verantwoordelijk is voor de markt.

Artikel 27: Vastlegging en betalingswijze van de prijs van de standplaatsen

1. De Gemeenteraad bepaalt het bedrag van de standplaatsvergoeding op de openbare markten van het gemeentebestuur van Schaarbeek.

2. De houders van een standplaats op een van de markten moeten de standplaatsvergoeding betalen overeenkomstig het desbetreffende retributiereglement.

3. Voor de handelaars met abonnement is het abonnement verlengbaar middels de betaling van de vergoeding één maand vóór de vervaldatum.

Artikel 28: Uurroosters voor de installatie en de vrijmaking van de standplaatsen

1. Abonneerhouders

Abonneerhouders krijgen pas twee uur vóór de opening van de markt toegang tot de marktzones met hun voertuigen om te lossen

en hun marktcramen op te stellen, op voorwaarde dat de politiediensten de vereiste signalisatie hebben geplaatst, namelijk:

1. Voor het Ardense Jagersplein: om 12 uur
2. Voor de andere markten: om 6 uur

In het belang van de organisatie van de markten kan het College eventueel een ander aankomstuur opleggen aan bepaalde handelaars. De abonneementhouders moeten klaar zijn bij het opengaan van de markten. Ze moeten het lossen, het opstellen van het marktcramen en de installatie van de eventuele winkelvrachtwagen dus hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst.

De standplaats van de abonneementhouders wordt gereserveerd totdat de markt opengaat. Daarna zal de niet-ingenomen standplaats of het niet-ingenomen deel van de standplaats onder leiding van de marktmeester voor die dag aan gelegenheidshandelaars worden toegewezen.

1. Gelegenheidshandelaars

Gelegenheidshandelaars moeten om 7.45 uur aanwezig zijn voor de loting. Voor de markt op het 'Ardense Jagersplein' moeten ze aanwezig zijn om 13.45 uur.

Gelegenheidshandelaars moeten het lossen hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst:

a) op het Ardense Jagersplein: tegen 14.30 uur.

b) op de andere markten: tegen 9 uur.

3. Vrijmaking van de standplaatsen

De marktzone moet volledig vrij zijn:

a) op het Ardense Jagersplein: om 20.30 uur

b) op de andere markten: om 13.30 uur.

De handelaars mogen hun standplaats niet opgeven en de markt tijdens de markturen verlaten, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden, naar behoren gemotiveerd, en in alle gevallen na akkoord van het personeel gedefinieerd in artikel 41 van dit reglement.

Artikel 29: Diepte van de standplaatsen en toegestaan materiaal

1. Buiten de afwijkingen die het College toestaat voor de verkopers van planten, bloemen, fruit en groenten, zijn de standplaatsen maximaal 4 meter diep.

2. Geen enkel product mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktcramen worden uitgestald of te koop worden aangeboden. Geen enkel materiaal – reclamebord, statafel, gewicht enz. – mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktcramen worden opgesteld. Alleen handelaars die etenswaren te koop aanbieden, mogen statafels plaatsen.

Artikel 30: Regels voor de organisatie van de markten

1. Verplichte aangewezen lijn van de marktcramen

1. Bij de plaatsing van zijn marktcramen moet de standplaatshouder er nauwlettend op toezien dat het kraam in de lijn staat van de cramen van de andere standplaatshouders in de nabijheid.
2. Eens geplaatst mag het dakzeil van de tent of de luifel van de vrachtwagens in geen geval hinder of gevaar opleveren voor het publiek of voor de standplaatshouders naast of voor de standplaats. Op de trottoirs langs de markt moet een minimumdoorgang van 1,50 meter worden vrijgelaten om passanten de gelegenheid te geven zich te verplaatsen.

2. Verplichting om de aan een standplaats toegewezen oppervlakte te respecteren

1. Bij de installatie van zijn kraam moet de standplaatshouder zijn materiaal, uitrusting en goederen verplicht opstellen binnen de oppervlakte toegewezen aan de standplaats.
2. In geen geval mag de doorgang voor het publiek worden belemmerd door welke voorziening ook.
1. Afschaffing van plastic zakken

Het gebruik van plastic zakken is verboden, volgens de modaliteiten en de kalender gedefinieerd door de gewestelijke regelgeving.

4. Gebruikt materiaal

Het door de begunstigden van de marktplaatsen gebruikte materiaal, zoals tenten en parasols, moet in goede staat worden gehouden.

5. Presentatie van de producten

Om het kwaliteitsimago van de markten te garanderen, moeten de producten die er worden aangeboden, op een aantrekkelijke manier worden gepresenteerd. Met andere woorden: de verkoop van artikelen die in bulk of op een slordige en ongeordende manier worden gepresenteerd, is niet toegestaan. Textielproducten moeten worden uitgestald, bij voorkeur op kapstokken, of ordelijk zijn opgevouwen.

Artikel 31: Plaatswijziging

Bij een herindelings van de marktzone moet de standplaatshouder zijn marktcramen daaraan aanpassen, zijn winkelvrachtwagen verplaatsen of op een nieuwe plaats gaan staan die hem door het gemeentepersoneel wordt aangewezen, zonder dat hij een vergoeding kan eisen.

Artikel 32: Doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten

Wanneer het College het plan van de markten vaststelt, voorziet het in doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten. Die doorgangen moeten altijd worden vrijgehouden. Bij een interventie van de nooddiensten moeten de ambulante handelaars alle nodige maatregelen nemen om hen onmiddellijk doorgang te verlenen; ze kunnen geen aanspraak maken op enige schadevergoeding. Ze moeten zo zijn opgesteld dat de rijweg minimaal een vrije doorgang heeft van 4 meter. Het gemeentebestuur van Schaarbeek wijst alle aansprakelijkheid af bij niet-naleving van die normen.

Artikel 33: Productcategorieën

De specialisaties die op de gemeentelijke markten mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën:

1. Zoute eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
2. Zoete eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
3. Eetwaren 'Wereldspecialiteiten': oosterse, Egyptische, Griekse ... specialiteiten;
4. Voedingsproducten: zuivel, kaas en afgeleide producten;
5. Voedingsproducten: vlees, charcuterie, gepekelde producten, rauw gevogelte en afgeleide producten;
6. Voedingsproducten: vis en afgeleide producten;

7. Voedingsproducten: gebraden gevogelte en afgeleide producten;
8. Voedingsproducten: specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten;
9. Voedingsproducten: brood & gebak;
10. Voedingsproducten: suikergoed en koekjes;
11. Voedingsproducten: gespecialiseerde voeding (Italiaans ...) en andere voedingsproducten die niet in de categorieën 4 tot 11 zijn opgenomen;
12. Fruit en groenten;
13. Planten en bloemen;
14. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen;
15. Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen; kousen, nachtkleding, badjassen, zwemkledij, panty's enz.);
16. Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten);
17. Accessoires en voeding voor dieren;
18. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.);
19. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten;
20. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's;
21. Vrijetijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelproducten, schrijfbodigheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten);
22. Binnenhuisdecoratie;
23. Rookwaren;
24. Sportartikelen;
25. Merchandisingartikelen, afgeleide producten;
26. Demonstraties.

Het College kan die specialisatiecategorieën wijzigen om ze te harmoniseren en coherent te maken.

Onverminderd artikel 501 van het Strafwetboek en artikel 13, lid 2 van de wet van 24 januari 1977, en in overeenstemming met de artikelen VI.92 t.e.m. VI.103 van het Wetboek van economisch recht, is het onder andere verboden om eetwaren te verkopen of te koop aan te bieden, die bedorven, slecht, vervalst of niet voor verbruik geschikt zijn.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht.

Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij overdracht van de standplaats heeft de overnemer dus geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

Artikel 34: Verandering van producten

Elke ambulante handelaar (met abonnement of gelegenheidshandelaar) moet de voorschriften van het gemeentebestuur van Schaarbeek strikt opvolgen, onder meer voor de beperking van de producten die te koop mogen worden aangeboden en de voorwaarden voor de toegang tot de markt. Wie de aard van de producten die hij te koop aanbiedt, wil veranderen, moet daar vooraf uitdrukkelijk toestemming voor vragen aan het College. Elke handelaar moet het gekozen type koopwaar minstens zes maanden behouden alvorens een verandering te vragen.

Artikel 35: Installaties

1. Algemeen moet elke handelaar die op een van de markten in Schaarbeek aanwezig is, zich houden aan de geldende normen tegen milieuverontreiniging. Aan handelaars van wie het voertuig niet op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag rijden, kan de toegang tot de markt worden geweigerd, zonder dat zij enige andere vergoeding kunnen vragen dan de opschorting van de betaling van hun abonnement, naar rato van de niet-gepresteerde dagen.
2. Elke abonnee moet vooraf de uitdrukkelijke toestemming van het College vragen voor de installatie van een winkelvrachtwagen in plaats van een marktkraam. Met winkelvrachtwagen wordt bedoeld: het voertuig dat rechtstreeks voor de verkoop dient en daarvoor speciaal is ingericht. Dit voertuig moet binnen de standplaats blijven die aan de handelaar is toegekend en de aangewezen lijn voor de installaties bestemd voor verkoop volgen. De handelaar mag alleen transparante zeilen gebruiken om de naburige standplaatsen niet te verbergen. Het College zal de situatie soeverein beoordelen, rekening houdend met de eventuele gevolgen op de andere handelszaken, de vlotte doorgang, de openbare veiligheid en de indeling van de markt. Elke voetgangerszone moet een vrije doorgang bieden van minimum een aaneenliggende breedte van 1,5 m en een minimale hoogte van 2,20 m.
3. Elke ambulante handelaar, handelaar met abonnement of gelegenheidshandelaar moet ervoor zorgen dat zijn installatie in stilte gebeurt en geen geluidshinder veroorzaakt. Hij moet er tevens voor zorgen dat het gebruik van zijn standplaats de anderen geen schade kan berokkenen en geen gevaar is voor de veiligheid, gezondheid of openbare rust.
4. De handelaars die een elektrisch snoer over de grond gebruiken, moeten zorgen voor een veilige doorgang van de voetgangers en personen met beperkte mobiliteit.
5. De nadarafsluitingen die dienen om de markt af te bakenen en te beveiligen, mogen onder geen enkel voorwendsel gebruikt of ontleend worden door de handelaars zonder toelating.

Artikel 36: Drankverkoop

Alleen ambulante handelaars met een standplaats voor de verkoop van eetwaren mogen drank verkopen op de openbare markten, op eigen verantwoordelijkheid.

Artikel 37: Beschadiging van de rijweg en verhoogde bermen

1. De exposanten mogen de wegverharding of verhoogde bermen en de trottoirs niet beschadigen, onder meer door piketten, nagels, krammen of andere soortgelijke voorwerpen in de grond te slaan of om het even welke grondmarkering aan te brengen.
2. Het materiaal dat door de ambulante en gelegenheidshandelaars wordt gebruikt, moet alle waarborgen inzake stevigheid bieden om bestand te zijn tegen slechte weersomstandigheden, de drukte van de menigte en andere incidenten die inherent zijn aan de openbare markten.

3. Het is verboden dat de handelaars schade toebrengen aan de bloemenperken, aan de grasvelden en aan de voet van bomen door er in het bijzonder materiaal te deponeren en/of er - zelfs tijdelijk - voertuigen en/of aanhangwagens te parkeren.

Artikel 38: Netheid en reiniging

Het is strikt verboden voor de handelaars om goederen, kisten, ... neer te zetten langs de aanpalende gebouwen van de markt en aan de voet van bomen.

De installaties bestemd voor de verkoop van producten die ter plaatse moeten worden genuttigd, moeten over een vuilnisbak beschikken voor afval, papier en verpakkingen waarvan de consument zich wil ontdoen.

De standplaatsen en de onmiddellijke omgeving ervan moeten volledig proper blijven. Alle afval, blikjes, karton, etensresten, papier en andere verpakkingen die rondslingeren op de grond van de standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan, moeten door de handelaar worden opgeruimd en verwijderd voordat hij zijn standplaats verlaat.

Het is strikt verboden etensresten of vloeistoffen zoals vet, olie, afvalwater enz. achter te laten op de voetpaden, op de openbare weg, in de zinkputten, in de hagen en aan de voet van bomen.

Bij niet-naleving van een van de verplichtingen zoals beschreven in de voorgaande alinea's, en meer bepaald wanneer een ambulante of gelegenheidshandelaar zijn standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan bevuild of bedekt met om het even welk afval achterlaat, worden de kosten om de standplaats te laten reinigen aan de in gebreke blijvende handelaar aangerekend, en dat onverminderd de toepassing van alle andere vastgelegde bepalingen in dit reglement of in een andere norm.

Artikel 39: Hygiëne

Het is verboden om op de een of andere manier afbreuk te doen aan de hygiëne en gezondheid van de vervoerde voedingswaren die worden uitgesteld voor verkoop, te koop worden aangeboden of worden verkocht. Alle nodige maatregelen moeten worden genomen om verontreiniging te voorkomen en de bewaring ervan te garanderen. De handelaars leven de geldende hygiënenormen na en nemen voor zichzelf strikt de netheidsregels in acht.

De handelaars wordt ook de toegang ontzegd wanneer zij getroffen zijn door een van de ziekten beschreven in artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 3 februari 2012 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne, dat alle personen die door hun werkzaamheid rechtstreeks met voedingswaren of -stoffen in aanraking komen en ze kunnen verontreinigen of besmetten, aan een medisch onderzoek onderwerpt.

De gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor de gemeentelijke markten zal voormelde handelaars elk jaar vragen om het protocol van het medisch onderzoek voor te leggen waarin de afwezigheid van tuberculose wordt vastgesteld, zoals bedoeld in artikel 2 van dit Koninklijk Besluit.

Wanneer de uitbating van de markt aan een concessiehouder wordt toevertrouwd, zal het College de gemeenteambtenaar (ambtenaren) aanstellen die met deze controle wordt (worden) belast.

Het protocol van het medisch onderzoek moet worden voorgelegd binnen vijftien dagen na het verzoek van de bevoegde ambtenaar. Na deze termijn wordt de toegang tot de markt aan de handelaars ontzegd zolang de afwezigheid van tuberculose niet is bewezen door middel van het in dit artikel vermelde protocol van het medisch onderzoek.

Artikel 40: Eerlijkheid van verkoop

Alle koopwaar moet geprijsd zijn, ofwel per stuk, ofwel per gewicht, ofwel per afmeting, met vermelding van de meeteenheid die als referentie geldt.

; overeenkomstig de bepalingen in de artikelen VI.3 tot VI.16 van het Wetboek van economisch recht.

Het is verboden om onder aan de zakken, kisten, manden enz. goederen van mindere kwaliteit te plaatsen en ze te bedekken met goederen van betere kwaliteit, zodat alleen die laatste zichtbaar zijn voor het publiek, dit met de bedoeling om de kopers te misleiden; overeenkomstig de artikelen VI.92 tot VI.103 van het Wetboek van economisch recht.

Binnen de beperkingen van normaal toelaatbare en diverse reclame volgens de aard van de te koop aangeboden producten mogen de handelaars en hun aangestelden niet op een buitensporige manier de aandacht trekken van het publiek. Daarbij is elk gebruik van een microfoon of geluidsinstallatie verboden, tenzij voor de standwerkers.

Artikel 41: Identificatie

Elke persoon die een ambulante activiteit uitoefent op een openbare markt moet zich identificeren bij de consumenten en de gemeenteambtenaren met behulp van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op het kraam of voertuig moet worden aangebracht.

Dat bord bevat de volgende vermeldingen:

1. ofwel de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon voor eigen rekening of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend;
2. ofwel de naam en de voornaam van de persoon die het dagelijkse bestuur van de rechtspersoon waarneemt of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend;
3. ofwel de handelsnaam van de onderneming en/of de commerciële benaming;
4. naargelang het geval, de gemeente waar de maatschappelijke zetel of exploitatiezetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt;
5. het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen of de identificatie die deze vervangt als het om een buitenlandse onderneming gaat.

Artikel 42: Kookapparatuur en elektrische installaties

1. Kookapparatuur

De kookapparaten en de afvoerleidingen die ermee in verbinding staan moeten zo zijn geplaatst dat ze volkomen veilig zijn. Ze moeten op een sokkel of oppervlak in onbrandbaar en slecht warmtegeleidend materiaal worden geplaatst, op een gemakkelijk toegankelijke en goed verluchte plaats; ze staan zo ver mogelijk van de uitgangen. Gastoestellen moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en de ermee verbonden besluiten. Het gebruik van kooktoestellen is alleen toegestaan in installaties die speciaal daartoe werden uitgerust.

Die installaties worden gecontroleerd door een geaccrediteerde en bevoegde instelling, volgens de voorgeschreven periodiciteit. Het certificaat moet ter beschikking worden gehouden bij controle.

Een polyvalent blustoestel met halve bluseenheid in overeenstemming met de geldende normen wordt geplaatst in elk marktkraam

dat gebruikmaakt van kooktoestellen zoals frietketels, spitten, apparaten voor hotdogs, beignets, olieballen enz. Het wordt zo geplaatst dat het in alle omstandigheden toegankelijk is. Het wordt jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde persoon van een gekwalificeerd bedrijf voor het onderhoud van draagbare blusapparaten.

2. Elektrische installaties

Alle door de handelaar gebruikte elektrische installaties zullen conform zijn met de relevante wetgeving en reglementen. De handelaar zal in geval van controle het inspectieverslag betreffende de wettelijke en verplichte inspectie van zijn toestellen ter beschikking houden.

Alle toestellen voor drijfkracht en energiebronnen, zowel enkel draagbaar als vaste in een daarvoor aangepast voertuig, moeten voldoen aan de daarvoor geldende wettelijke normen, opdat hun werking geen enkele belemmering en geen brandgevaar zou inhouden. Bovendien moeten ze naar behoren beveiligd zijn om elk ongeval te vermijden.

De eventuele aansluitings- en verbruikskosten voor elektriciteit vallen ten laste van de ambulante handelaars in overeenstemming met het desbetreffende retributiereglement.

Artikel 43: Aansprakelijkheid - Verzekeringen

De ambulante handelaar is volledig aansprakelijk voor ongevallen waarvan hijzelf, zijn aangestelden, zijn personeel en derden op de markt het slachtoffer worden door toedoen van:

1. de inname van de markt door alle koopwaar, elke installatie, elk voertuig, alle materiaal dat aan hem toebehoort of waarover hij beschikt,
2. het gebruik dat ervan wordt gemaakt.

De ambulante handelaar is tegenover het gemeentebestuur van Schaarbeek aansprakelijk voor de schade die wordt veroorzaakt door een fout of nalatigheid van hemzelf of zijn personeel aan de wegen, verhoogde bermen, voetpaden, bomen, groene ruimten, banken, fonteinen of openbare voorzieningen die zich op de standplaats of in de onmiddellijke omgeving van de markt bevinden.

De daders van elke beschadiging van welke aard ook kunnen wettelijk worden vervolgd. De toestemming om koopwaar of om het even welke voorwerpen neer te zetten op en tijdens het houden van de gemeentelijke markten houdt niet in dat ze worden bewaakt en bewaard.

De betaling van de standplaatsvergoeding wil niet zeggen dat het gemeentebestuur van Schaarbeek daar speciaal toezicht op houdt. De ambulante handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen nemen als dekking voor alle risico's die voortvloeien uit de inname van de standplaats op de markt, en het gebruik dat ervan wordt gemaakt.

De houder van de standplaats moet het gemeentebestuur van Schaarbeek een eensluidend verklaard afschrift van de polis bezorgen vóór de inname van de standplaats; de ambtenaar van het gemeentebestuur van Schaarbeek kan op elk moment vragen om daarvan een kopie voor te leggen.

Artikel 44: Gemeentepersoneel op de markten

Voor de toepassing van dit reglement moeten de houders van een standplaats zich schikken naar de instructies van de personen of ambtenaren die het College heeft aangesteld.

Artikel 45: Invoegetreiding

Onderhavig reglement wordt van kracht 5 dagen na de bekendmaking ervan door uithanging

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 april 2021.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,



Cécile JODOGNE